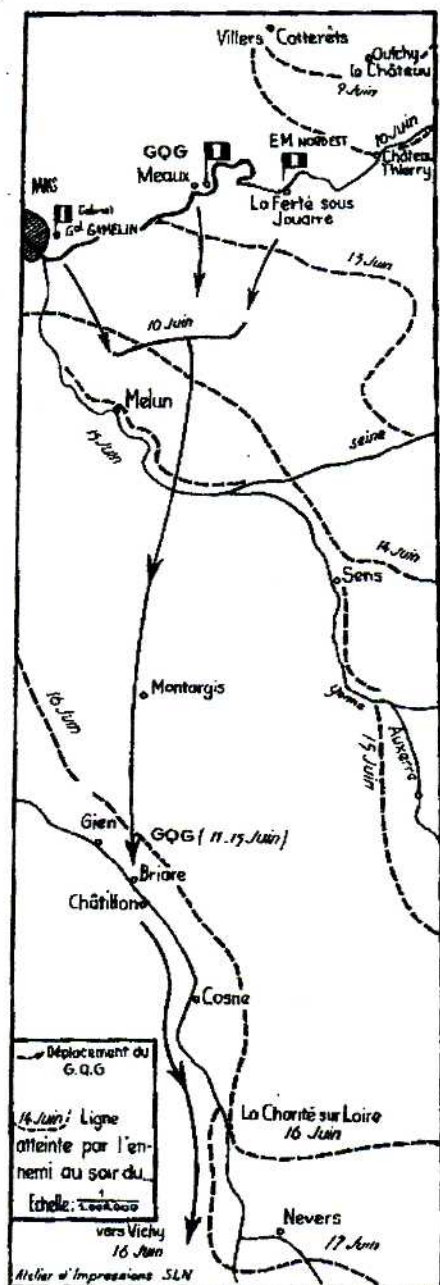


DES DOCUMENTS SECRETS

VOYAGENT...



Vincennes

Briare

La Charité-sur-Loire

Berlin

Glocou en Haute-Silésie

Ebersdorf en Thuringe

Paris

JUIN 1940

-

MAI 1945

Commandant Pierre LYET
La "REVUE HISTORIQUE DE L'ARMÉE"
N° 3 - 4^{ème} Année - 1948

En octobre 1945, le colonel attaché militaire auprès de l'Ambassade de France en Grèce transmettait à Paris une copie de documents qui lui avaient été remis par un ancien ministre grec. Il s'agissait, d'une part, d'une lettre adressée en mars 1940 par le général Weygand, alors commandant du théâtre d'opérations de Méditerranée Orientale, au général Gamelin, commandant en chef des armées françaises, lettre ayant trait aux opérations éventuelles de bombardement aérien des puits de pétrole de Bakou et de Batoum et aux reconnaissances des terrains d'aviation nécessaires. D'autre part, dans une partie de document sans attache ni signature, il était question du « Problème de la Mer Noire » et des répercussions possibles d'une entrée de navires alliés dans les Détroits.

Comment ces documents étaient-ils tombés entre les mains de l'ex-ministre grec qui les avait soigneusement cachés pendant l'occupation allemande et les avait remis à notre représentant après la libération ? L'anecdote mérite d'être relatée...

Au cours de l'année 1942, les réquisitions de tabac opérées par les Allemands en Macédoine avaient fait totalement disparaître ce produit du marché grec. Des marchands circulaient de temps en temps dans les rues en convoyant une cargaison « camouflée » dans des paniers portés à dos d'âne. Certain jour que l'ex-ministre grec était descendu à l'aube pour profiter de cette occasion, le marchand lui avait remis du tabac dans des papiers de propriété douteuse, pris au hasard dans une liasse. Une fois rentré chez lui, quelle n'avait pas été sa stupéfaction en lisant sur ces feuilles des textes relatifs à l'une des questions les plus confidentielles de la période des hostilités du printemps 1940 ?

Rendant compte de la récupération de ces documents cinq ans plus tard, notre attaché militaire à Athènes concluait : « Il me paraît invraisemblable qu'ils soient sortis du wagon de La Charité-sur-Loire pour venir aboutir en Grèce. Je suis certain que la totalité des archives de l'État-Major grec a été brûlée avant l'entrée des Allemands... D'ailleurs, ces renseignements ne devaient certainement pas avoir été communiqués à cet État-Major. »

Il est probable que l'énigme ne sera jamais résolue...

Le « wagon de La Charité-sur-Loire » auquel notre attaché militaire faisait allusion, c'est celui dans lequel une partie des archives du général Gamelin était transportée lors du déplacement du Cabinet de l'ex-commandant en chef de Briare à Vichy en juin 1940 et qui avait été pris par les Allemands à la Charité-sur-Loire. La présence initiale des documents retrouvés en Grèce dans ce wagon n'est pas à exclure « a priori ». En effet, le lot d'archives saisi par l'ennemi était celui de la section interalliée du Cabinet du général Gamelin, chargée de conserver tous les documents de cette nature. On y prenait copie des correspondances adressées « à l'extérieur » (Cabinet du Ministre, Défense Nationale et Guerre), on y classait les documents « d'usage intérieur », tels que études, procès-verbaux des réunions du commandant en chef, des comités de guerre, des conseils suprêmes, ainsi que les archives diplomatiques (télégrammes spéciaux des Affaires Étrangères) et les correspondances avec les attachés militaires ou commandants de théâtres extérieurs d'opérations ; en bref, tout ce qui concernait les relations avec des puissances étrangères alliées ou neutres.

Depuis leur disparition, combien de fois ces documents très secrets de La Charité-sur-Loire n'ont-ils pas fait parler d'eux ?

Quelques mois après l'armistice de juin, M. Paul Baudoin, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères du gouvernement de Vichy, demandait avec insistance au général Huntziger, ministre de la Guerre, quelles étaient exactement les notes de caractère diplomatique qui avaient été perdues. Toute la politique étrangère de l'époque pouvait en effet dépendre des révélations que les Allemands y découvriraient ! En juillet 1941, le ministre de France à Belgrade du même gouvernement présentait semblable requête : il supposait que deux télégrammes de lui avaient pu être pris à La Charité-sur-Loire et être ceux auxquels le Reich avait fait allusion dans sa note du 22 juin destinée à justifier l'agression contre l'U.R.S.S.

Plusieurs enquêtes avaient été ordonnées par le gouvernement de Vichy et l'ouverture d'une

Äußerlich wird verlautbart:

Unsere Truppen haben einen großen Fang gemacht. In dem kleinen Städtchen La Charité an der Loire erbeutete ein Nachrichtentrupp in einem halb zerstörten Zug die vollständigen Geheimakten des französischen Generalstabs. Die hier gefundenen Dokumente sind von solcher Bedeutung, daß ihre Veröffentlichung schlechthin als die größte Sensation dieser Art bezeichnet werden muß. Sie enthüllen mit einer geradezu beispiellosen Eindringlichkeit die künftigen Kriegsausweitungspläne Englands und Frankreichs. Alles, was man bisher über diese Pläne geahnt, kombiniert und durch bisherige Aufkündigungen bereits bestätigt gefunden hatte, wird durch diese Dokumente in seinen großen Zusammenhängen in geradezu erschütternder Weise klargelegt.

Dépêche de l'agence D.N.B. annonçant la prise de documents secrets à la Charité-sur-Loire.

information contre X pour atteinte à la sûreté de l'État avait même été envisagée.

En fait, depuis le début de juillet 1940, les Allemands avaient savamment organisé, à la faveur de leur découverte, une propagande machiavélique.

Leurs journaux, en particulier le « Berliner Boersen Zeitung », avaient publié sous des titres sensationnels les « principaux » documents trouvés. En 1941, faisant suite à leurs « Livres blancs », les Allemands éditaient les « Documents secrets de l'État-Major Français » avec reproductions photographiques. Le thème de leurs accusations était le suivant : « Tous ces plans ont un point commun : la recherche de nouveaux théâtres d'opérations ainsi que l'effort déployé pour utiliser les petits peuples d'Europe en vue de la réalisation des plans d'extension de la guerre... A cet égard, ce qui importe le plus c'est de procurer aux Alliés de nouvelles troupes auxiliaires » (1). Les Allemands employaient même l'expression de « Chair à canon balkanique » pour désigner ces forces nouvelles que les Alliés cherchaient à entraîner dans leur jeu.

Inutile de dire que les documents publiés, reconnus postérieurement exacts, avaient été soigneusement triés par l'ennemi parmi la masse des autres. Séparés de l'ensemble ou simplement tronqués, ils présentaient les plans des gouvernements ou des États-Majors alliés d'une manière tendancieuse et fautive.

(1) « Les documents secrets de l'État-Major Général Français ». Texte de l'« aperçu » précédant les documents de l'édition française...

Comment étaient-ils tombés entre les mains des envahisseurs?...

Pour bien comprendre cet épisode de la défaite, il est nécessaire de se remettre dans l'ambiance du mois de juin 1940 avec son cortège de misère, de panique, de reflux douloureux des populations civiles mélangées aux colonnes en déroute. Depuis le début de la guerre, le G.Q.G. français est implanté dans la région : Meaux, La Ferté-sous-Jouarre. Le 10 juin au matin bureaux et services fonctionnent encore là, malgré l'avance des Allemands jusqu'à Villers-Cotterêts et Oulchy-le-Château, c'est-à-dire à une trentaine de kilomètres. Dans la nuit précédente, les bureaux et le personnel de l'État-Major du général Georges, logés sur la rive droite de la Marne à La Ferté-sous-Jouarre, ont même été reportés dans les locaux de la rive gauche en raison d'incursions possibles de blindés ennemis. Mais pour des raisons psychologiques le Haut Commandement français a retardé au maximum un repli de grande envergure. Sous peine d'être capturé, le G.Q.G. ne peut toutefois être maintenu plus longtemps à ses emplacements initiaux. Dans la journée du 10 juin un repli profond sur Briare s'exécute et c'est dans cette localité ou aux environs immédiats que viennent se juxtaposer les États-Majors du général Weygand, du général Georges et le reliquat du Cabinet du général Gamelin, jusqu'alors stationné au château de Vincennes. Ce dernier élément, qui ne jouait plus de rôle actif depuis le remplacement (19 mai) du général Gamelin par le général Weygand, comprend encore

SECRET

M. S. T. E.

REPERES DE LA REVOLUTION

EVOLUTION DE LA SITUATION

Au cours de la période qui a suivi la guerre, le commandement belge a envisagé de défendre, contre une invasion allemande éventuelle, l'intégrité du territoire national.

En ce but :

- le déploiement initial de l'armée belge mobilisée était porté au maximum vers l'est ;
- les organisations défensives étaient postées au voisinage immédiat de la frontière.

Ce dispositif répondait au vœu de l'opinion qui, sous l'influence des souvenirs de la guerre de 1914, exigeait que la défense du pays fut basée sur la défense de la frontière elle-même.

La réalisation d'un tel dispositif était d'ailleurs rendue possible par la délimitation du territoire national au 1^{er} janvier 1920. En effet, la zone avantagée était qu'en vertu des accords d'armistice, il

AMBASSADE DE FRANCE
A BUCAREST
Rue de
l'Etat-Major
AT. 1234 BUCAREST

N° 146/0

TRES SECRET

Action insurrectionnelle polonoise.

Le Chef d'Escadron
après de l'Attaché Militaire de France en Roumanie.
A Monsieur le Général d'Armée GUTHRIE, Commandant en Chef des Forces Françaises dans l'Orient Méditerranéen.

Exécution de la note 1234/2 du 25 novembre 1938.

J'ai l'honneur de vous rendre compte de l'état actuel d'organisation des forces insurrectionnelles polonoises et des projets dont l'exécution est en cours. L'action insurrectionnelle est organisée par le Gouvernement de Paris par l'intermédiaire d'un organisme spécial installé à Bucarest. Cet organisme est déjà en liaison avec des officiers restés sur le territoire et dont l'action se développe depuis quelques semaines. Aucune diversion ne sera entreprise sur-principale sans ordre des alliés et son importance dépendra du moment du déclenchement de nos opérations ainsi que du degré d'apurement de l'Allemagne. Les actions sur les lignes de ponts seront donc les suivantes :

SECRET

THE GLENN L. MARTIN COMPANY
BALTIMORE

le 22 décembre 1938.

Le Général Vuillemin,
Chef d'Etat Major Général
de l'Armée de l'Air,
Ministère de l'Air,
26, Boulevard Victor,
Paris.

Mon Général :

Je vous offre toutes mes excuses qu'il ne m'était pas possible de rester plus longtemps à Paris à cause d'un rendez-vous urgent au Ministère de l'Air. Toutefois j'espère que vous serez satisfait de votre lettre.

La question que j'étais désireux de porter à votre connaissance est la suivante. Pendant les dernières semaines j'ai donné au Ministère de l'Air un exposé des possibilités de livraison de nos avions de bombardement type 166 et 172, ainsi que des descriptions complètes avec dessins. Un rapport concernant nos conversations avec les Capitaines Bly et Pournier du II^{ème} Bureau a été déposé aux mains de M. Joiny, Directeur du Cabinet du Ministre de l'Air.

Au 1^{er} novembre la livraison du type 166 pourrait s'effectuer à la quantité de 75 avions dans dix mois et 347 avions dans 18 mois après la date de commande.

Depuis, le Président Roosevelt a établi un programme de réarmement aérien qui compte de porter l'effectif des forces aériennes américaines à 12000 avions. La Compagnie Martin prendra une part très active dans la réalisation de ce programme. Grâce à des extensions importantes de nos ateliers récemment réalisées, nous sommes en mesure d'assurer les intérêts de nos clients étrangers, tandis que le Président Roosevelt personnellement a donné l'assurance à M. Glenn L. Martin de toute sa coopération si la France ferait l'appel à l'industrie américaine dans le cas où il fallait accélérer le programme de réarmement des forces aériennes françaises.

Au cours d'une conversation téléphonique que j'ai eu avec nos usines à Baltimore cette semaine, j'ai appris, qu'en faisant un effort spécial nous pourrions accélérer nos livraisons de la manière suivante : En cas d'une commande immédiate de 200 avions nous pourrions livrer

27-4-40

HIDE PARK HOTEL - KNOTTSBRIDGE
LONDON, S.W.4

Suggestions développées par le 1^{er} groupement
d'aviation au sein des Corps d'Armées Britanniques
I. Construire une compagnie de la guerre
du nord. De la Harwich à la mer du Nord
Main du la mer du Nord de la Harwich et la Jolliffe
et de couvrir ce plus au sud fortifié, en direction
de l'ouest, de manière à être l'ennemi d'attaque
et à l'apporter du plus grand développement de
ce possible.
II. Cette même compagnie devrait intervenir
aux troupes de l'ennemi de la ligne internationale
la ligne de la côte, pour éviter de la mer du Nord

ses trois sections (Opérations-Personnel-Interalliée) avec un personnel réduit et toutes les archives de l'ex-commandant en chef.

Le 14 juin, au début de l'après-midi, après quatre jours pleins de fonctionnement à Briare, la nécessité d'un nouveau déplacement paraît imminente : les Allemands sont en effet parvenus aux environs de Sens, exploitant rapidement en direction : Auxerre, Nevers.

Les ordres préparatoires sont donnés le 14 au soir en vue de l'installation future à Vichy. Le transfert est prévu, partie par la route pour les archives de travail et le personnel d'État-Major, partie par le chemin de fer, en quatre trains, pour « l'échelon lourd » (matériel-centraux télégraphiques et téléphoniques-troupes).

En raison de l'urgence, car l'ennemi progresse rapidement en direction de la Loire, le départ primitivement prévu pour la nuit du 15 au 16 est avancé : les trains doivent s'échelonner du 15 juin 16 heures au 15 juin minuit.

Par suite des difficultés techniques et de l'embouteillage du réseau ferré, le dernier train ne quitte effectivement la gare de Châtillon sur Loire, voisine de Briare, que le lendemain 16, à 7 h. 45, alors que les blindés allemands sont à moins de 40 kilomètres, progressant de Clamecy-sur-Nevers. Par suite d'une erreur qu'il n'a pas été possible d'élucider, deux caisses d'archives de la section interalliée du Cabinet du général Gamelin n'ont pas été chargées sur les camions partis en fin d'après-midi du 15 et ont été mises avec les bagages dans le dernier train du G.Q.G. (2). Le chef du bataillon d'électro-mécaniciens du G.Q.G., chef de train, le capitaine de la sous-commission militaire des chemins de fer accompagnant le convoi et le sous-lieutenant chargé des bagages de l'État-Major ignorent la présence des deux caisses d'archives précieuses dans les wagons.

Le train n'avance que très lentement, s'arrêtant à chaque poste sémaphorique. Des civils, femmes et enfants, viennent le surcharger à chaque halte. A Cosne l'officier responsable n'arrive pas à obtenir un changement d'itinéraire. Vers 15 heures, par suite de l'immobilisation de plusieurs rames

bloquées par des destructions d'ouvrages d'art au delà de La Charité-sur-Loire, le convoi du G.Q.G. se trouve, lui aussi, définitivement arrêté.

Tandis que l'on s'occupe d'obtenir « une variante », des automitrailleuses allemandes surgissent et ouvrent le feu. Les hommes du convoi ne disposent que de 5 cartouches individuelles; après quelques coups de feu, le chef de train donne l'ordre de cesser la résistance, ne voulant pas exposer au massacre les femmes et les enfants transportés...

A Vichy, le 17 juin au soir, le chef de la section interalliée réclame ses caisses, mais il lui est répondu que les camions dans lesquels on les suppose encore n'ont pas été déchargés et se trouvent prêts à repartir pour un nouvel emplacement du G.Q.G.

La disparition ne sera constatée que le lendemain seulement, 18 juin, à l'arrivée à Saint-Sauve.

Les mois, les années ont passé. Quelles furent les pérégrinations des documents français de La Charité sur-Loire à travers l'Allemagne ?

C'est ce que l'on apprenait en 1945 à l'arrivée des troupes américaines en Thuringe...

Des archivistes allemands exploitaient des documents entassés dans un ancien manège du château d'Ebersdorf, près de Lobenstein (vallée de la Saale), propriété du prince Henri XX de Reuss.

Interrogés, ils avouaient détenir là les archives capturées au cours de leurs campagnes par les armées du Reich et en particulier celles de La Charité-sur-Loire. Ces dernières avaient d'abord été dirigées sur Berlin, puis, par suite des bombardements, elles avaient été évacuées à Glogau, en Haute-Silésie. Enfin, chassées de cette région par l'avance russe, elles étaient venues échouer en Thuringe en janvier 1945.

Aux documents de La Charité avaient été jointes de nombreuses archives d'autre provenance. C'était bien le centre d'exploitation de toutes les prises allemandes dans le domaine diplomatique que les Américains avaient découvert !

La perspicacité d'un groupe de prisonniers français du Kommando 608, Stalag IX C, avait permis cette trouvaille. Lors du déchargement des caisses venant de Haute-Silésie, nos compatriotes avaient remarqué qu'ils étaient soigneusement tenus à l'écart.

(2) Le chef de la section interalliée était absent, ayant été envoyé en mission à Bordeaux.

Cependant, trompant la surveillance, ils avaient décelé des documents français de caractère diplomatique et en avaient immédiatement alerté les Américains dès leur arrivée, vers le 14 avril 1945. Chargés de garder les archives ainsi retrouvées, les prisonniers recevaient peu après la mission de les convoier à Paris, où elles arrivaient au Ministère des Affaires Étrangères le 8 mai (1).

Les lots comprenaient environ 1.000 cartons de photographies de pièces, 1.800 cartons de documents du Ministère des Affaires Étrangères français et une trentaine de cartons de La Charité-sur-Loire. Versés au Service Historique de l'Armée où ils étaient aussitôt examinés, ces derniers cartons fournissaient la preuve indiscutable qu'il s'agissait bien des archives du Cabinet du général Gamelin, section interalliée, capturées en juin 1940. On y retrouvait même les brouillons et les projets des officiers ou archivistes allemands ayant participé à la confection des « Livres Blancs » et les documents

originaux reproduits dans ces publications et dans les journaux.

De nombreux documents de valeur, que l'on pouvait croire définitivement perdus, ont ainsi repris leur place dans nos archives. Il est impossible de les citer tous. Signalons cependant les correspondances du général Weygand, commandant le théâtre d'opérations de Méditerranée Orientale, au général Gamelin, les études ou notes relatives aux problèmes de l'intervention en Belgique, aux relations avec les puissances Balkaniques, avec la Turquie et le Proche-Orient ; notons, au passage, les questions finlandaises, norvégiennes, suédoises, les cessions d'armement aux puissances étrangères, les négociations franco-britanniques au sujet de la bataille de France (période initiale).

Grâce à ces documents précieux, rentrés d'un mauvais voyage, l'étude des événements contemporains pourra vraisemblablement être menée à bien, au bénéfice de l'Histoire.

Commandant Pierre LYET

(1) Les cinq prisonniers français ont reçu la Médaille d'Honneur des Affaires Étrangères.

